



Déclaration liminaire

CSA du SPIP des Alpes-Maritimes du 13 octobre 2026

Madame La Présidente,

Nous, représentants de nos collègues pour la CGT IP, tenons à alerter de la situation extrêmement préoccupante du SPIP06 et plus particulièrement de l'antenne de Nice.

Madame la DFSPIP, votre service est en souffrance depuis des années et vous ne pouvez l'ignorer !

A l'heure où notre métier est en pleine mutation vers le tout sécuritaire et que nous sommes nombreux à ne plus retrouver le sens de nos missions principales, les agents ne perçoivent aucun soutien de la part de leur hiérarchie.

Alors même que les conclusions du dernier rapport de la MCI mettaient en évidence « *une équipe de direction soudée, complémentaire et investie* » nous constatons :

****un management vertical et descendant dénué d'humanité :**

- Des instances de dialogue censurées : des réunions de service menaçantes, sans espace pour l'échange et volontairement espacées ; la communication par mail ne peut se suffire à elle-même.
- Une note sur le suivi des PPSMJ dites sensibles, transmise sans concertation des syndicats, sans aucune possibilité de dialogue, la veille d'un départ en congé estival, et qui utiliserait des « consignes nationales » obscures puisque la note se fonde sur une seule dépêche (sans valeur juridique) de 2011
- Une note DGAP du 30/06/26 transmise sans dialogue, sans groupe de travail pour savoir comment elle peut être adaptée aux réalités du service
- Des enquêtes DDSE sous 5 jours pour les personnes incarcérées imposées aux agents du milieu ouvert, sans concertation entre les services et allant contre toute logique
- des mails de la direction précisant la mise en place d'un projet de gestion totale du QSL par le milieu ouvert « en dépit des oppositions » de l'équipe

****un management tyrannique et menaçant :**

- Une incitation à la délation entre agents
- Une défiance généralisée vis-à-vis des agents (contrôles accrus sur les pointages, les absences, les arrêts maladies, le télétravail, les absences pour garde d'enfant, ...)
- L'application au quotidien de la devise « diviser pour mieux régner ».

L'atmosphère est de plus en plus pesante, malgré nos alertes répétées. Les agents vont mal, les risques psychosociaux ne sont pas pris en compte.

Devons-nous nous contraindre à des rapports personnels pour être couverts et soutenus ?

Devons-nous à tout prix choisir un camp ? (entre les membres de la direction, entre CPIP MF/MO, entre secrétariat/CPIP, entre CPIP et agents DDSE, ...)

Devons-nous chacun accepter de subir cette pression, seul, sans savoir vers qui nous tourner ?

Le constat est amer. Jusqu'où devons nous aller pour être entendus et pouvoir exercer nos fonctions dans un climat apaisé et bienveillant ?

Aussi, nous demandons :

- Le retrait de la note sur le suivi des PPSMJ dites « sensibles » ;
- Une adaptation de la note du DGAP du 30/06/26 aux réalités de notre service avec un groupe de travail dédié ;
- Le maintien des réunions de service mensuelles, avec un réel espace de dialogue ;
- Des réunions d'antenne trimestrielles en présentiel ;
- Des groupes de travail d'antenne pour chaque sujet transversal qui impliquerait un changement de compétence ;
- La mise en contact avec un psychologue du personnel ;
- Un management bienveillant et la prise en compte de notre charge de travail ;

L'intervention du siège nous apparaît aujourd'hui indispensable tant nous subissons un management autoritaire et malveillant.

Les agents du SPIP de Nice ont besoin de vous, il en est de votre responsabilité !